



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 15/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PALUMBO SUPERYACHTS MARSEILLE

5 BD DES BASSINS DE RADOUB
5 ET 6
13002 MARSEILLE 2EME

Références : GP-D-2025-0299
Code AIOT : 0006413558

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement PALUMBO SUPERYACHTS MARSEILLE implanté 5 BD DES BASSINS DE RADOUB 5 ET 6 13002 MARSEILLE 2EME. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PALUMBO SUPERYACHTS MARSEILLE
- 5 BD DES BASSINS DE RADOUB 5 ET 6 13002 MARSEILLE 2EME
- Code AIOT : 0006413558
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Palumbo exerce des activités de réparation, d'entretien et de peinture sur des navires, au niveau des formes 3 à 6 dans les bassins Est du GPMM.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté que plusieurs stockages de liquides susceptibles de présenter un risque de pollution des sols étaient réalisés sans rétention, et que le stockage des déchets d'exploitation était

réalisé dans des conditions non conformes (mélange de déchets dangereux et non dangereux, rétentions sales et remplies).

L'exploitant a transmis les éléments justifiant des actions de mise en conformité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/10/2023, article 2.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Nettoyage des formes	Arrêté Préfectoral du 09/10/2023, article 2.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Hangar Watershed	Arrêté Préfectoral du 09/10/2023, article 2.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens de protection incendie	Arrêté Préfectoral du 09/10/2023, article 2.7.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Surveillance rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/10/2023, article 2.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été constatées, en lien avec la surveillance des rejets aqueux et atmosphériques, qui constituent les impacts principaux de l'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2023, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions de l'article 10.2 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.

Débit	Continu (*)
Température	Continu
pH	Continu
DCO (sur effluent non décanté)	Mensuelle
Matières en suspension totales	Mensuelle
DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	Mensuelle
Azote global	Mensuelle
Phosphore total	Mensuelle
Cuivre et ses composés (en Cu)	Mensuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	Mensuelle
Autres substances spécifiques du secteur d'activité	Semestrielle
<p>(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.</p> <p>(**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p>	

En l'absence totale d'activité dans la forme (absence de navire, forme en eau) ou sur les aires d'activités définies à l'article 2.2 du présent arrêté, la réalisation des mesures est suspendue pour la période d'inactivité. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments justifiant les périodes d'inactivité.

Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La société Palumbo ne procède pas à des analyses mensuelles des rejets aqueux issus des formes. Seule une analyse annuelle est réalisée. La mesure en continu des paramètres débits, pH et température n'est pas réalisée. En outre, le dernier rapport d'analyse révèle que durant la période de 24 heures choisie pour la constitution de l'échantillon, le débit a été nul durant près de 22 heures. En l'absence d'explication sur cette situation dans le rapport, l'échantillon ne peut être considéré comme représentatif de l'activité et des rejets associés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants pour chaque activité, selon la définition de l'article 3, sur l'ensemble du périmètre pertinent, incluant le cas échéant plusieurs activités entraînant le classement au titre de la rubrique 1978. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.
Constats : La société Palumbo a transmis le détail de sa consommation annuelle de solvants, ainsi que le plan de gestion des solvants pour l'année 2024. Bien que ce document permette d'identifier les consommations et rejets de COV, il ne contient toutefois pas toutes les informations prévues par le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants - Révision n°1. Rapport d'étude n° RDC-08-94457-16679A du 22 février 2009, réalisé par l'INERIS, qui constitue le document de référence pour l'élaboration d'un plan de gestion des solvants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société Palumbo devra mettre à jour, dans un délai d'un mois, son plan de gestion des solvants

sur la base du Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants - Révision n°1. Rapport d'étude n° RDC-08-94457-16679A du 22 février 2009 réalisé par l'INERIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Nettoyage des formes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2023, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fond des formes et les aires de carénages font l'objet d'un nettoyage régulier durant la période de travaux, et d'un nettoyage complet à la fin des travaux (évacuation des déchets, balayage et nettoyage à sec), avant remise en eau pour ce qui concerne les formes.</p> <p>Les déchets sont collectés et évacués conformément à la réglementation.</p> <p>Les opérations de nettoyage sont consignées dans un registre prévu à cet effet. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Palumbo indique que des nettoyages réguliers des fonds de formes sont réalisés. Toutefois, aucun registre permettant le suivi de ces opérations n'a été mis en place.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection n'a constaté la présence d'aucun déchet ou résidu dans les formes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Palumbo devra mettre en place, dans un délai d'un mois, un registre permettant le suivi des opérations de nettoyage des formes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Hangar Watershed

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2023, article 2.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le hangar Watershed présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la structure est de résistance au feu R 30 ; - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.

Dans le cas où les activités réalisées dans le hangar Watershed amènent à constater que ce dernier constitue un local à risque incendie selon les critères définis à l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le hangar Watershed présente les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

a) Murs et planchers hauts REI 60 ;

b) Système de couverture de toiture de classe BROOF (t3).

c) Portes intérieures REI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;

d) Porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure. Cette disposition ne s'applique pas aux ateliers recevant du matériel ferroviaire alimenté par caténaire.

e) Matériaux de classe M0 (hors toiture).

Afin de ne pas aggraver les effets d'un éventuel sinistre, les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;
- soit par un mur REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont REI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à un nouveau dossier d'enregistrement.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le hangar Watershed est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commande automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2% si la superficie à désenfumer est inférieure à 1600 m² ; - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

<p>Constats :</p> <p>La société Palumbo n'a pas procédé aux travaux de mise en conformité du hangar Watershed. Toutefois, ce dernier est maintenu vide, sans aucune activité.</p> <p>Au regard des différentes contraintes pour procéder à la mise en conformité, la société Palumbo a engagé une analyse plus globale de la nature des activités susceptibles d'être réalisées dans ce hangar, et s'est engagée à maintenir le hangar vide jusqu'à la réalisation des travaux nécessaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Palumbo devra porter à la connaissance du préfet, dans un délai d'un mois, l'état actuel des réflexions pour la mise en conformité du hangar Watershed, ainsi que son engagement de le maintenir vide jusqu'à la mise en conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 5 : Moyens de protection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2023, article 2.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'une alarme permettant de prévenir l'ensemble du personnel présent sur le site ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, et la localisation des moyens de secours et des organes de coupure ; - 22 bouches incendie réparties sur la périphérie des formes, et permettant de délivrer 60 m3/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 3 bouches. Un marquage au sol permet de les identifier facilement ; - des extincteurs adaptés aux risques et positionnés en nombre suffisant dans les zones à risque. <p>Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Palumbo a fourni le rapport relatif à la vérification des extincteurs réalisée en juin 2024.</p> <p>Le rapport de vérification des bouches incendie n'a pas été fourni.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Surveillance rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2023, article 2.6.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques	
Prescription contrôlée : Les différents points de rejets des cocons font l'objet d'une surveillance selon la fréquence indiquée ci-dessous :	
Paramètres	Fréquence
Poussières totales	Annuelle
COV	Trimestrielle (*)
Métaux et composés	Annuelle
<p>(*) excepté dans les périodes où il n'y aurait aucune émission de COV. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'activité susceptible d'être à l'origine d'émission de COV dans cette période.</p> <p>Concernant les cocons, les mesures seront réalisées au niveau d'un point de rejet équipé d'un conduit permettant la réalisation des mesures conformément aux normes en vigueur. L'exploitant devra justifier que les travaux réalisés lors des mesures sont représentatifs de l'activité.</p>	
Constats : La société Palumbo a transmis le dernier rapport d'analyse des rejets atmosphériques. Les paramètres Poussières totales et Métaux et composés n'ont pas été analysés. Concernant les COV, les résultats sont conformes.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais : 3 mois	